

# 1993 ou l'enlisement de l'économie mondiale

## Introduction

Depuis la mi 90, l'économie mondiale est plongée dans une nouvelle phase de crise cyclique qui a touché tous les pays capitalistes, et s'est répercutée sur les pays du "tiers-monde" et ceux d'Europe de l'Est. Le dossier économique que nous présentons dans ce numéro — et dont nous présenterons la seconde partie dans notre prochaine livraison — rend compte des problèmes que rencontrent les bourgeoisies et les gouvernements quand ils veulent faire de l'avènement du "nouvel ordre mondial" — ce rêve né avec la guerre du Golfe —, une réalité.

Bien que la crise n'ait pas encore revêtu la forme d'une récession généralisée, à l'instar de 1974-75, ou de 1980-82, il est évident qu'aucune possibilité de redressement durable ne se profile à l'horizon. L'offensive menée contre les travailleurs, qui en devient d'autant plus dure, vise à redresser les taux de profit.

Ce premier trimestre a vu une avalanche d'annonces quotidiennes, faisant état de licenciements, d'attaques contre les prestations sociales, de mesures contre les travailleurs, qui ont, après plusieurs années de paralysie, commencé à réagir dans les pays impérialistes (Italie, Allemagne, Etat espagnol, Angleterre), où la perte d'emplois nets est devenue, — et c'est un fait inédit — une réalité quotidienne.

C'est au moment où le capitalisme a atteint son niveau d'internationalisation le plus élevé, que la riposte ouvrière, pour être efficace, doit être appuyée par une solidarité internationale de classe, qui impliquera sans doute de passer outre les directions traditionnelles qui doutent encore de l'ampleur de l'offensive capitaliste. Cette démarche doit être étayée par des analyses précises, auxquelles ce dossier prétend contribuer.

La majorité de ces articles sont le fruit d'une réflexion collective de camarades de différents pays, commencée en 1991, et continuée en 1992, que nous entendons poursuivre avec tous ceux et toutes celles qui pensent, comme nous, que malgré les difficultés actuelles, il est possible de changer cette société de plus en plus injuste. ★

Alfonso MORO, 30 mars 1993

L'examen de la situation actuelle de l'économie mondiale confirme le pronostic que l'on pouvait faire il y a un peu plus d'un an : « *il ne s'agit donc pas d'un effondrement, mais plutôt d'un enlisement progressif de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale* » (1). Dans cet examen de la conjoncture, on laissera de côté les pays de l'Est et du tiers-monde pour se concentrer sur les modalités de cette stagnation dans les principales métropoles capitalistes.

## Maxime DURAND

L'année 1992 a de nouveau été une année de croissance médiocre, à peine supérieure aux mauvais résultats de 1991. Cependant, il n'y a pas eu de récession généralisée en ce sens que tous les grands pays n'ont pas reculé en même temps. Ce sont les pays-phares du libéralisme qui ont le plus chuté, et le bilan des politiques menées au Royaume-Uni, et au Canada, apparaît économiquement très mauvais et socialement catastrophique. Les Etats-Unis ont pu stabiliser leur économie après le recul de 1991, la France et l'Italie ont maintenu une petite progression, tandis que le Japon freinait assez brutalement et que l'Allemagne connaissait un nouveau ralentissement (Tableau 1).

Ce ralentissement généralisé s'est évidemment accompagné d'une remontée des taux de chômage. Ceux que publie l'OCDE ne donnent qu'une image imparfaite de la dégradation du marché du travail qui prend dans tous les pays des formes très diversifiées (temps partiel imposé, petits boulots, précarité, intérim et sous-traitance, etc...). Mais le mouvement est sans ambiguïté à la hausse, et il frappe particulièrement les pays européens. Les pays membres de l'OCDE comptent aujourd'hui un total de 32 millions de chômeurs et ce nombre devrait augmenter tout au long de cette année pour atteindre près de 34 millions.

Cette situation va conduire probable-

ment à un alignement progressif vers les politiques socio-économiques les plus dures. Les pays européens qui semblaient le mieux résister au chômage et pouvaient à ce titre être présentés comme des "modèles" à étudier sont en train de plonger à leur tour. En Suède, la perte du pouvoir par les sociaux-démocrates a signifié un tournant vers des politiques plus "classiques" qui ont immédiatement entraîné une hausse brutale du taux de chômage : celui-ci est passé de 1,5 % en 1990 à 5 % en 1992, et l'OCDE prévoit 6,5 % pour 1993. Même en Suisse, où le taux de chômage était encore il y a peu de l'ordre de 0,5 %, on prévoit pour 1998 un taux de 3,8 % : cela veut dire qu'en moins de trois ans, plus de 3 % des actifs auront été mis au chômage.

Mais c'est le tournant à l'œuvre en Allemagne qui est le plus lourd de conséquences. Jusque là, la puissance de l'industrie allemande et la qualité de ses produits, garantissaient une compétitivité qui ne reposait pas sur une pression systématique exercée sur la masse salariale. Les salaires allemands sont restés élevés et c'est l'un des pays européens qui réussissait à mieux contrôler le chômage et où les syndicats avaient pu avancer vers une réduction de la durée du travail. Mais l'unification a déclenché une onde de choc économique et financière dont les effets vont commencer à se faire sentir du côté des pratiques patronales. Des licenciements massifs sont ainsi annoncés dans la sidérurgie et sont prévisibles dans une industrie automobile en crise. Les acquis obtenus du point de vue de la réduction du temps de travail risquent d'être remis en cause et le chômage dans l'ex-RDA va finir par peser sur l'emploi et les salaires de l'ensemble des salariés européens.

Le graphique ci-contre permet d'illustrer assez simplement les caractéristiques spécifiques de la phase actuelle de fonctionnement de l'économie mondiale. Ce que l'on a pu appeler décennie libérale débute par un rétablissement très net du taux de profit qui s'opère dans la première moitié des années 80. Dans le même temps, la croissance reprend de manière hésitante puis, à partir de 1988-89, elle semble redémarrer réellement. L'OCDE pouvait alors tenir un discours triomphaliste sur lequel il n'est pas sans intérêt de

1) Voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992.

**TABEAU 1  
CROISSANCE DU PIB**

	1983-1989	1990	1991	1992	1993
USA	3,9	0,8	-1,2	1,8	2,4
Japon	4,6	5,2	4,4	1,8	2,3
Allemagne	2,7	4,8	3,7	1,4*	1,2*
France	2,1	2,2	1,2	1,9	1,6
Italie	3,1	2,2	1,4	1,2	0,8
Royaume-Uni	3,5	0,5	-2,2	-1,0	1,3
OCDE	3,7	2,4	0,8	1,5	1,9

\* ensemble de l'Allemagne

Source : OCDE

revenir. Dans le numéro de *Perspectives économiques* de juin 1989, on pouvait lire : « La situation économique des pays de l'OCDE est maintenant beaucoup plus satisfaisante qu'elle ne l'était au début des années 80. (...) Les gouvernements des pays membres peuvent, pour les dix ans à venir, s'appuyer sur ces résultats - dûs tout à la fois aux politiques mises en œuvre pendant les années 80 et au renforcement de la coopération internationale - pour promouvoir une croissance durable et créatrice d'emplois tout en contenant l'inflation à un faible niveau ».

Il n'a pas été besoin d'attendre dix ans pour voir disparaître ce qui n'était qu'une illusion d'optique : les taux de croissance sont rapidement revenus à des niveaux très bas et il faut voir là le véritable résultat des politiques menées. C'était d'ailleurs prévisible. A peu près à la même époque, nous avions par exemple formulé un diagnostic beaucoup plus correct : « Dans la mesure où la reprise actuelle est très largement tirée par l'investissement, elle ne saurait s'auto-entretenir durablement. Assez rapidement le rythme de croissance de l'économie mondiale devra redescendre au niveau rendu possible par les règles du jeu capitaliste. » (2). La dimension principale du ralentissement actuel est en effet l'insuffisance des débouchés du côté de la demande salariale, et c'est bien l'un des résultats typiques d'une politique d'austérité. On voit donc resurgir, de manière très crue, une crise perlée de surproduction qui donne lieu à une configuration originale, où un taux de profit rétabli à un niveau relativement élevé cohabite avec une demande amorphe. Cette situation ne pourra se prolonger indéfiniment : le poids des capacités inemployées va peser sur les conditions de la rentabilité et le taux de profit se retournera peu à peu à la baisse.

Pour les Européens, 1993 devait être une année faste, avec l'ouverture du grand marché et la ratification du traité de Maastricht. En réalité, le panorama est radicalement différent. L'Europe s'installe dans le chômage et la voie proposée pour son unification a montré qu'elle conduisait à une impasse. Le Système monétaire européen (SME) n'est pas seulement en crise, il a

été littéralement pulvérisé puisque la livre, la lire, la peseta et l'escudo ont dévalué dans des proportions qui ont fait craquer le corset monétaire. Seules la France et l'Allemagne (avec ses satellites rattachés au mark que sont la Belgique et les Pays-Bas) maintiennent tant bien que mal la perspective d'une Union monétaire. Mais les différences de trajectoire économique sont si importantes que l'on voit mal comment pourrait être maintenu durablement un taux de change que tout le monde commence à considérer comme insoutenable, non pas tant en raison d'arguments économiques, que pour des raisons de crédibilité politique.

Le traité de Maastricht fixait des normes à respecter par chaque pays européen afin d'assurer leur convergence. Le fait nouveau et symbolique est qu'aucun pays (à l'exception peut-être du Luxembourg) ne réussira en 1993 à satisfaire à ces critères. Même la France, qui apparaissait comme le bon élève, va voir son déficit budgétaire dépasser la barre fatidique des 3 % du PIB, et c'est d'ailleurs sans doute déjà le cas. Les dévaluations en chaîne ont ouvert, entre des pays qui devaient aller vers une monnaie unique, un processus de guerre commerciale dont personne ne maîtrise les effets en chaîne.

### L'aiguïsement de la concurrence

Les indices se sont multipliés au cours des derniers mois : on assiste à une montée du protectionnisme. Le blocage des négociations du GATT, les mesures unilatérales prises par Clinton, la tendance renouvelée aux restructurations industrielles et aux délocalisations dominent l'actualité récente. La cacophonie des taux d'intérêt qui ont commencé à baisser aux Etats-Unis et au Japon mais restent tirés vers le haut par l'alignement sur le mark en Europe ajoute à une situation qui apparaît de plus en plus incontrôlée. Indépendamment des péripéties locales, il faut bien en comprendre la cause profonde. On touche là aux limites et aux contradictions évidentes d'une "sagesse" qui consiste, pour l'immense majorité des pays de la planète,

à vouloir comprimer leurs salaires pour vendre plus aux autres. Ces politiques raisonnables pour chaque pays pris séparément ne peuvent déboucher sur autre chose que sur le ralentissement global de la croissance.

Or cette contradiction émerge dans un contexte qui se caractérise à la fois par un degré d'internationalisation très élevé, et par l'absence d'institutions régulatrices. La globalisation dont on parle tant aujourd'hui signifie qu'il y a de moins en moins de secteurs à l'abri d'une concurrence provenant de points éloignés du globe, et que les progrès de la technologie permettent de faire peser directement sur l'activité économique. Certes, il ne faut pas surestimer le potentiel de transferts vers les zones à bas salaires, qu'il s'agisse des pays de l'Est ou du Tiers Monde. Les coûts salariaux ne sont pas en effet les seuls arguments de la compétitivité : il y a aussi la maîtrise des technologies et des compétences. Et il y a des limites encore plus objectives au déplacement en bloc d'industries qui tiennent aux résistances sociales et la nécessité de rester à proximité des marchés. La montée du chômage ne doit donc pas être imputée principalement à la concurrence des pays à bas salaires : elle résulte avant tout des politiques d'austérité salariale menées dans les pays riches eux mêmes.

### Désagrégation étendue

Cette mise en contact de zones à niveaux de salaires différents se fait dans l'anarchie la plus complète. Même si la pression exercée reste périphérique, la confrontation avec les produits à bas prix exerce un effet de désagrégation bien plus étendu que son influence immédiate. Et il s'agit d'un processus qui conduit à une situation où tout le monde perd. Si les pays développés mettent en œuvre des politiques visant à aligner leurs salaires sur ceux du tiers-monde, ils ne réussiront qu'à étouffer encore un peu plus la demande, ce qui, à terme, ne peut avoir que des effets en retour détestables sur les pays du tiers-monde pris dans leur ensemble. La capacité d'absorption des pays riches est limitée et leurs importations ne peuvent fournir un débouché suffisant à tous les pays en développement. Le bon sens consisterait à dire que les relations économiques entre des zones tellement disparates du point de vue des niveaux de productivité devraient être réglées non pas par le jeu aveugle du marché mais par des formes de planification des échanges visant à stabiliser les prix relatifs et à organiser sur une base maîtri-

2) Maxime Durand, "La crise est un long fleuve tranquille", *Critique communiste* n° 82, février 1989.

sable la division internationale du travail. Il s'agirait d'éviter à la fois le "dumping social" et la mise en place de barrières protectionnistes tournées contre les plus pauvres.

Comme le capitalisme est un système par nature concurrentiel, on assiste à une évolution où l'on a à la fois le dumping social et le protectionnisme. La contradiction est en train de se régler par l'émergence d'une structure tripolaire de l'économie mondiale où chacun de "centres" (Etats-Unis, Japon et Europe) organise de manière hiérarchisée sa chaîne de production — l'exemple le meilleur étant l'Asie du Sud-est —, tout en cherchant à se protéger de la concurrence des autres pôles. Mais ce dispositif est incomplet, peu cohérent en Europe, et il ne répond pas à tous les problèmes posés. Vis-à-vis des pays de l'Est, il existe aujourd'hui un véritable trou noir quant à la place qu'ils sont appelés à occuper dans un tel dispositif.

Cette structure bancale de l'économie mondiale débouche sur l'apparition de conflits violents, locaux, sectoriels, qui correspondent aux trous du dispositif. Le fait que les conflits de classe et les guerres inter-impérialistes laissent la place à des mouvements sociaux plus catégoriels et à des affrontements infra-nationaux, correspond assez bien à ces déséquilibres économiques, même s'il faut évidemment se garder de tout mécanisme. Les tendances multiformes au fractionnement vont donc dominer durablement la période.

Dans ce contexte récessif, il est nécessaire de comprendre les raisons qui s'opposent à la mise en œuvre de politiques de relance budgétaire. Les deux raisons essentielles sont d'une part l'absence de coordination des politiques économiques que l'on a déjà signalée, et d'autre part le poids de l'endettement public. Dix ans de politiques libérales n'ont en effet pas réussi à assainir les finances publiques - à l'exception du Japon qui, justement, engage une relance budgétaire.

### Vers l'étouffement de la reprise

Dans les principaux pays, le solde des finances publiques fait apparaître un déficit qui va croissant dans le temps. Les politiques libérales, dont c'est pourtant l'un des objectifs systématiques, n'ont donc pas débouché sur un meilleur équilibre des finances publiques. Pourquoi ?

La réponse diffère selon les pays. Ainsi, dans le cas de l'Allemagne, le coût de la réunification apparaît clairement dans l'évolution du budget. Ailleurs, la dégradation résulte de plusieurs contradictions combinées. Le freinage de l'activité, subi ou voulu, s'accompagne inévitablement d'une perte de recettes plus que proportionnelle : la façon dont l'estimation du déficit budgétaire s'est creusée en France au cours des derniers mois est un bon exemple de ce genre de dérapage. Les tentatives de réduire la taille de l'Etat se traduisent assez logiquement par une stagnation, voire un recul des recettes fiscales qui tendent à rendre plus difficile le bouclage du budget. A cela il faut ajouter le fardeau que représentent des taux d'intérêt réel extrêmement élevés, surtout en Europe.

Le financement du déficit suppose une croissance de l'endettement public, et donc de la charge d'intérêts. En Italie, ce

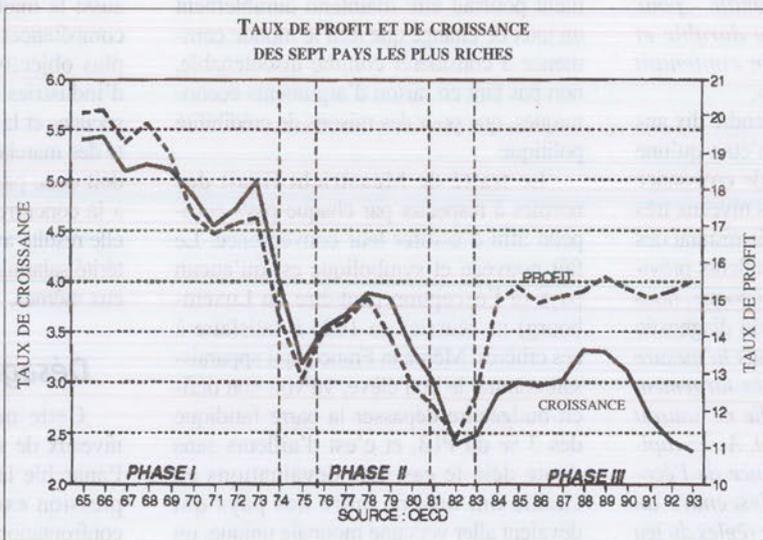
prend pas la forme d'un choc frontal mais plutôt d'un grignotement diffus qui ne réussit pas à déboucher sur un véritable assainissement des finances de l'Etat. Au contraire, à un niveau plus politique, cette résistance prend la forme d'une nouvelle tendance à la légitimité de l'intervention publique, que tout le projet idéologique et politique des cercles libéraux tendait à éroder. Le clintonisme est l'expression de cette nouvelle configuration : une volonté de réactiver l'intervention de l'Etat, sans les moyens d'aller très loin dans ce sens. Ce sont des raisons du même ordre qui expliquent l'incapacité du gouvernement britannique à relancer une économie pourtant sinistrée.

### La croisée des chemins

Dans l'immédiat, il est cependant impossible de pronostiquer une nouvelle récession généralisée définie comme une chute brutale et simultanée de la production dans l'ensemble des pays industrialisés. L'économie américaine semble avoir retrouvé depuis quelques mois une tendance plus favorable et devrait effectivement soutenir l'économie mondiale au cours de l'année 1993. Le programme de relance japonais devrait également commencer à faire sentir ses effets.

Mais il s'agit là de fluctuations cycliques qui n'impliquent pas une réelle sortie de cette longue période de croissance lente. Les mêmes contradictions continueront à jouer et la persistance du chômage de masse vont peser dans le sens d'un durcissement des conflits de classe. Le retournement des politiques patronales en Allemagne en est l'indice le plus net. C'est pourquoi, au-delà du suivi de la conjoncture au jour le jour, les mois et les années à venir vont être décisifs quant à la possibilité de voir émerger un mouvement social porteur d'un projet positif.

L'alternative est assez claire : soit la résignation au chômage et le repliement sur l'illusion de solutions locales (avec une composante nationaliste dont on voit trop bien la logique), soit la montée et la coordination de l'aspiration des travailleurs à faire fonctionner l'économie autrement, autour d'une exigence centrale, celle d'une réduction massive de la durée du travail. ★



phénomène cumulatif aboutit à une véritable faillite de l'Etat, à laquelle s'ajoute la mise à nu de la corruption pure et simple. Mais surtout, ces tendances au déficit montrent, et c'est un point positif, qu'il existe malgré tout de formidables résistances sociales à une mise en cause substantielle de ce que l'on avait coutume d'appeler Etat-Providence.

Certes, la structure des recettes s'est modifiée un peu partout dans le sens d'une plus grande inégalité, en raison notamment de la concurrence pour attirer et maintenir les capitaux, mais la taille de l'Etat n'a nulle part reculé significativement. Son financement est alors l'un des obstacles d'ordre socio-politique à une politique de relance.

Cet aspect des choses est une bonne illustration du profil général de l'affrontement entre classes depuis l'entrée en crise. Même si la direction est clairement annoncée par les libéraux, leur offensive ne